



UNSA-Infos - Numéro 540 - 7 décembre 2010

<http://www.unsa.org/>

Élections professionnelles

Excellents résultats pour l'UNSA

L'UNSA RATP en forte progression

L'UNSA RATP (21% en 2006) continue sa progression depuis plusieurs scrutins pour atteindre aujourd'hui 25,7% de représentativité dans l'entreprise.

L'UNSA affirme sa place de premier syndicat réformiste à la RATP.

L'UNSA RATP est même désormais le premier syndicat en nombre d'élus chez les conducteurs Métro, RER, BUS et leur encadrement, au département commercial (SEM).

L'UNSA RATP est représentative dans tous les secteurs de l'Entreprise

L'UNSA RATP continue de progresser grâce à la forme de syndicalisme qu'elle a choisie : un syndicalisme combatif, de propositions, décentralisé au plus près des salariés et qui laisse les adhérents décider réellement de leur avenir.

Les choix courageux, en phase avec le terrain, effectués par la partie « exploitation » de l'UNSA RATP (Bus, Métro et RER) lors du récent conflit des retraites ont été à nouveau soutenus par les agents RATP, toujours plus nombreux à nous accorder leur confiance lors de ces élections.

L'UNSA RATP est sans conteste le principal acteur autour duquel s'articulera le futur « pôle réformiste » qui se constituera à la RATP dans les prochaines années. « Pôle réformiste » déjà majoritaire aujourd'hui à la RATP et qui le sera demain.

La CFTC perd sa représentativité. La CFE-CGC est uniquement représentative dans l'encadrement.

Administratifs de l'éducation nationale : A&I UNSA, confirme sa première place

En catégorie C (environ 37.250 personnels) avec plus de 43% des voix, le syndicat A&I-UNSA reste loin devant toutes les autres organisations syndicales (FSU 2^{ème} avec un peu plus de 25%, FO 3^{ème} avec environ 11%).

En catégorie B (environ 19.500 personnels) avec plus de 49% des voix, le syndicat A&I-UNSA reste loin devant toutes les autres organisations syndicales (FSU 2^{ème} avec près de la moitié moins des voix, FO 3^{ème} sous la barre des 10%).

En catégorie A (environ 11.250 personnels) avec près de 61% des voix, le syndicat A&I-UNSA reste loin devant toutes les autres organisations syndicales avec trois fois plus de voix que la FSU 2^{ème}, le troisième étant le SGEN-CFDT à 8%.

A&I-UNSA obtient la majorité absolue des sièges dans les CAPN : 18 sur 33, soit plus de 60%.

Le syndicat A&I-UNSA confirme donc une représentativité qui laisse loin derrière les autres organisations syndicales et traduit une bipolarisation entre l'UNSA 1^{ère} organisation et la FSU 2^{ème} avec deux fois moins de voix, FO, 3^{ème} ne dépassant même pas la barre des 10%.

Chez Disney, l'UNSA double son score

Dans cette société qui emploie plus de 20.000 salariés, la CFDT obtient 22,52%, la CGT 18,02%, la CFTC 14,83%, l'UNSA 14,18%, la CGC 13,61%, FO 12,02%. Le SIPE avec 8,66% perd sa représentativité. L'UNSA confirme son implantation en doublant le score réalisé lors des dernières élections.

Énergie : forte progression de la liste UNSA - CFE-CGC

Aux élections de représentativité : l'union UNSA - CFE-CGC ça marche !

Excellente progression pour les listes CFE-CGC UNSA qui, avec près de 25% de progression dans la branche, devient la 3^{ème} force syndicale, tous collèges confondus, en passant devant FO. De quoi savourer le travail qualitatif accompli par nos militants et remercier nos adhérents et sympathisants qui ont massivement participé à cet élan électoral.

La CFE-CGC UNSA a amélioré ses scores, tous collèges confondus, dans les têtes de groupe d'EDF (18%) et de GDF Suez (27%) ainsi qu'à la direction commerciale d'EDF (22%) Elle se place en 3^{ème} position à EDF SA et en 1^{ère} position à GDF Suez SA.

La CFE-CGC UNSA a également conquis de nouveaux électeurs à la distribution (progression de 16% à ERDF et GRDF), à RTE, (résultat tous collèges confondus 15%) et dans certains sites de production nucléaires et thermiques classiques.

De nouveaux sièges ont été gagnés non seulement dans le collège cadres mais également dans le collège maîtrise. Avec une participation record aux IRP de près de 80%, la CFE-CGC et l'UNSA remercient leurs militants et adhérents de s'être mobilisés pour « Rassembler nos énergies ! ». Les valeurs semées par la CFE-CGC UNSA ont également trouvé écho auprès de sympathisants anonymes qui sont passés à l'acte en votant pour elle.

Autres résultats d'élections

Sécurité incendie IFOPSE : lors de l'élection de la délégation unique du personnel au sein de cette société de formation à la sécurité (38), l'UNSA, seule liste présente, a obtenu 28 voix sur les 32 suffrages exprimés.

Réunica : créée à la fin du mois d'août dernier, l'UNSA a obtenu sa représentativité au sein de cette caisse de retraites qui emploie près de 2.500 salariés. Avec 17,93% des voix (302 voix sur les 1.684 suffrages exprimés), l'UNSA obtient trois élus au CE et fait jeu égal avec la CFDT.

Laboratoire Roche : lors des élections du CE, l'UNSA arrive largement en tête avec 285 voix sur les 664 suffrages exprimés, soit 44,05%, loin devant la CGC (23%). FO et la CGT ne sont plus représentatives.

W.R. Grace : dans cette entreprise de plasturgie implantée à Épernon (51), l'UNSA emporte 33 des 80 suffrages exprimés, soit 41,25%, derrière la CGT (58,75%).

Société ISS agence de Colombes : présente pour la première fois, l'UNSA arrive en tête avec 47,45% devant la CFDT 14,55%, SUD 13,79%, la CGT 11,53%. Les syndicats FO avec 0,37% et CFTC 8,88% ne sont plus représentatifs. L'UNSA obtient 4 sièges, la CFDT 1 siège et SUD 1 siège. L'UNSA majoritaire gèrera le CE.

SAEMES Parking de la Ville de Paris : pour sa première présence, l'UNSA obtient 25,63% des voix et 2 sièges au CE, la CFTC 28,13% et 2 sièges au CE, la CFDT 18,12% 1 siège au CE, SUD 16,88% 1 siège au CE, FO 10% ; La CGT n'est plus représentative dans l'entreprise.

ORACLE : pour sa première présence dans cette société d'informatique, l'UNSA obtient 15,95% et 1 élu. la CFDT obtient 45% des voix et 4 élus, la CGC 20,98% et 2 élus la CGT 13,13% et 1 élu. La CFTC avec 4,90% n'est plus représentative.

Club Med : grâce à son travail, l'UNSA double son score et passe de 6 à 12%. FO obtient 45,27%, la CFTC 16,59%, la CFDT 14,56%, et la CGC 10,13%.

SEMMARIS Rungis : le syndicat SAPPAR UNSA remporte les élections avec 63,06% et 4 sièges devant la CFDT 23,57% 1 élu, la CGT 13,38%.

DEVOTEAM : l'UNSA présentait une liste seulement sur un des trois sites. Sur le site IDF, la section UNSA obtient 12,32%, malheureusement sur l'ensemble des 3 sites l'UNSA n'atteint que 9,15% et rate sa représentativité de peu. La CFTC obtient 23,85%, la CFDT 18,13%, la CGT 18,13%, la CGC 15,32%, FO 10,92%. L'UNSA obtient tout de même un siège titulaire et un autre de suppléant au CE.

MAE : pour sa première participation aux élections de la Mutuelle d'assurance scolaire, l'UNSA arrive en deuxième position avec plus de 38% des voix aux élections au comité d'entreprise. Ainsi l'UNSA obtient 2 élus titulaires et deux élus suppléants en CE.

Emploi des jeunes : l'UNSA rencontre le PS

Alain Vidalies, secrétaire national à l'emploi du Parti Socialiste, qui auditionne les organisations syndicales sur l'emploi des jeunes, a reçu une délégation de l'UNSA, le 1er décembre. Luc Bérille, Dominique Corona et Alan Pelletier ont exposé l'approche de notre union. S'il existe des spécificités aux problèmes d'emploi des jeunes, elles ne peuvent se séparer de la problématique générale de l'emploi en France, étroitement liée à la croissance. Sur ce sujet, l'UNSA revendique, dans le cadre de l'agenda social, un vaste cycle de négociations interprofessionnelles à tous les niveaux (national, branche, entreprise). La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) est, pour nous, un outil approprié pour traiter en particulier l'emploi des jeunes dans l'entreprise et lutter contre leur précarité. Car si 77 % des jeunes actifs ont aujourd'hui un emploi, celui-ci est très souvent précaire. Quant aux 23 % des jeunes au chômage, ils sont majoritairement peu ou pas du tout qualifiés et leur taux est étroitement corrélé à leur ancrage géographique (faiblesse des bassins d'emplois dans certaines régions, discriminations liées à l'habitat dans certains quartiers).

Pour eux, l'UNSA propose d'agir sur quatre axes :

- la formation (plus solide avec la maîtrise effective par tous du socle commun de la scolarité obligatoire, plus efficace avec une meilleure adéquation avec les compétences requises et le milieu de travail, facilitée avec la création d'une allocation de formation et d'un compte-épargne temps formation ouvrant un droit de tirage en matière de formation) ;
- l'orientation (création d'un véritable système public de l'orientation simplifiant son utilisation par les jeunes et les familles) ;
- l'accès (mise en synergie des différents acteurs présents sur le terrain de l'aide à l'insertion professionnelle pour permettre un accompagnement personnalisé et un suivi concrets du jeune dans sa recherche d'emploi) ;
- l'insertion dans l'entreprise (développement du tutorat).

UNSA Territoriaux : vif succès du Forum des syndicats

L'UNSA est intervenue lors du Forum des syndicats dans le cadre des « Entretiens territoriaux de Strasbourg » qui se sont tenus les 1er et 2 décembre dernier. Cette manifestation réunit chaque année, sous l'égide du CNFPT, de nombreux élus, cadres supérieurs des collectivités locales, représentants de l'État, partenaires privés et associatifs, autour de l'actualité de l'action publique territoriale. Pour la première fois, le Forum des syndicats était organisé par l'UNSA Territoriaux autour du thème : « L'impact des réformes en cours, prévues et prévisibles sur l'emploi dans la fonction publique territoriale ». Le Forum animé par Christine Josset-Villanova et Henri Toulouze (membres de l'UNSA Territoriaux) en présence de la secrétaire générale de l'UNSA Territoriaux, Catherine Guérin, a remporté un vif succès. Devant une assistance nombreuse, près de 200 inscrits, Michel Guerlavais, secrétaire national UNSA chargé de l'Europe, a souligné l'impact des politiques d'austérité sur l'emploi public dans toute l'Union européenne et le problème posé aux services publics par le marché unique basé sur les seules règles du marché et de la concurrence. De ce point de vue, les services publics constituent une entorse à la règle générale. Cependant, les avancées du Traité de Lisbonne pourraient changer la donne.

CESER de la Réunion

Jean-Raymond Mondon, trésorier de l'UR UNSA de la Réunion, a été réélu président du Conseil économique, social et environnemental de la Réunion par 43 voix pour et 7 votes blancs. Cette élection confirme le travail effectué par Jean-Raymond, auquel nous adressons toutes nos félicitations.

Retraites : les syndicats ont gagné en crédibilité

Selon une étude TNS Sofres réalisée avant et après le conflit des retraites, pour l'association *Dialogues*, le taux de confiance envers les syndicats a bondi de 46% à 54% en deux mois, le plus haut niveau atteint depuis la création de ce baromètre, en 1979. *Les Échos* du 1^{er} décembre notent que les syndicats, loin d'être discrédités par l'absence de résultat du mouvement, se voient accorder une « prime à la pugnacité » et sont apparus plus pragmatiques. Les Français leur savent gré d'avoir été dans une opposition responsable et constructive plutôt que dans le rejet frontal. Le *Figaro* du même jour relève que cette progression s'observe dans toutes les tranches d'âge, dans le public comme le privé, à droite comme à gauche. Jean-Dominique Simonpoli, directeur général de *Dialogues* estime qu'à la vue de ce sondage, lors des futures élections d'entreprise, cela rapporterait plutôt aux centrales qui ont fait des propositions alternatives, bref à la CFDT et l'UNSA qui ont fait preuve pendant le conflit d'une opposition constructive.

CES : l'Europe a absolument besoin d'une nouvelle donne

L'UNSA approuve les décisions prises par le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui s'est réuni les 1er et 2 décembre dernier.

Le contexte monétaire et économique européen est extrêmement inquiétant. Alors qu'un plan d'aide vient d'être mis au point pour sauver l'Irlande de la faillite, les marchés financiers ne désarment pas et la pression ne se relâche pas. Ce pays est toujours dans le collimateur et d'autres proies sont déjà la cible des spéculateurs. Après la Grèce et l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ? Les États membres sont attaqués les uns après les autres et les taux d'intérêt s'envolent ce qui justifie, selon eux, des politiques d'austérité draconiennes et injustes. Les salariés paient l'addition et partout des mouvements sociaux se développent.

L'Europe a absolument besoin d'une nouvelle donne. A cet égard, le Comité exécutif a approuvé la proposition soumise par le secrétariat de la CES pour « Une nouvelle initiative européenne pour la dette et les investissements ». Cette proposition préconise un transfert d'une majeure partie de la dette des États membres de la zone euro à la BCE et des émissions d'obligations européennes par la BEI (Banque européenne d'investissement) pour cofinancer le Plan européen pour la relance économique. Cette proposition est inspirée du New Deal américain et du Plan Marshall. La CES doit désormais engager des discussions avec les autorités européennes.

La CES appelle de nouveau ses affiliés à entreprendre une action concertée à midi dans chaque capitale, le 15 décembre prochain, à la veille du Conseil européen qui réunit les chefs d'État et de gouvernement. Cette 2ème journée d'action européenne décentralisée pour lutter contre l'austérité et revendiquer la priorité à l'emploi et à la croissance, prolonge la mobilisation très réussie du 29 septembre dernier et précède celle prévue à Budapest et dans toute l'Europe, au début du printemps, durant la présidence hongroise de l'UE. Dans le cadre de la journée du 15 décembre, l'UNSA, la CFDT, la CGT, la FSU et Solidaires ont décidé d'interpeller les décideurs politiques et économiques.

Le comité exécutif a adopté :

- une résolution sur la stratégie énergétique pour l'Europe pour la période 2011-2020 qui avance 20 priorités en vue du conseil énergie de l'UE ;
- une résolution qui constitue une réponse critique de la CES à la communication de la Commission « Vers un acte pour le marché unique - Pour une économie sociale de marché hautement compétitive » ;
- une résolution pour l'égalité de traitement et la non-discrimination pour les travailleurs migrants ;
- une résolution pour davantage d'investissements dans l'éducation et la formation tout au long de la vie pour des emplois de qualité ;
- une résolution sur les nanotechnologies et les nanomatériaux ; une résolution pour promouvoir des lignes directrices relatives à la coordination des négociations collectives en 2011 et défendre l'autonomie de négociation des partenaires sociaux.

Consultez le site «l'UNSA et l'Europe» sur la page d'accueil du site UNSA
<http://europe.unsa.org/>

Expression directe

Émission de 5 minutes - Dimanche 12 décembre 2010 sur France 3 - vers 11h30
Thème : emploi et handicap, c'est possible !

15 décembre : journée d'action de la Confédération européenne des syndicats

Dans toute la France, à l'appel de la CES, l'intersyndicale UNSA, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, organise rassemblements, conférences de presse, diffusions sur le thème : « Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe ».

Pour la région Île-de-France, une marche aura lieu de la Bibliothèque François Mitterrand au ministère des Finances. Point de rassemblement à 12 heures, sur le quai François Mauriac, côté Bibliothèque.